

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 57.413 du 8 janvier 1996

A.66.920/III-22.108

En cause : **HARBOORT** Julien,
chaussée de Lille 41
7500 Tournai,

contre :

la Région wallonne, représentée
par son Gouvernement.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XII^e CHAMBRE DES REFERES,

Vu la demande introduite le 21 décembre 1995 par
Julien HARBOORT, selon la procédure d'extrême urgence;

Vu la demande de mesures provisoires introduite
simultanément par le même requérant;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 1995, notifiée aux
parties, convoquant celles-ci à comparaître le 8 janvier
1996 à 11 heures;

Entendu, en son rapport, M. HANOTIAU, président
f.f.;

Entendu, en leurs observations, le requérant, et
Me MAUSSION, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX,
premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'objet de la demande de suspension est le même que celui de la demande de suspension introduite en date du 16 décembre 1995 par le même requérant; qu'il a été statué sur cette demande par arrêt n° 57.205 du 21 décembre 1995; que l'autorité de la chose jugée par cet arrêt s'oppose à la réitération de la demande de suspension; que celle-ci est irrecevable; que la demande de mesures provisoires l'est également par voie de conséquence,

D E C I D E :

Article unique.

Les demandes de suspension et de mesures provisoires d'extrême urgence sont rejetées.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le huit janvier 1900 nonante-six par :

M. HANOTIAU,	conseiller d'Etat, président f.f.,
M ^{me} NOTEBAERT,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

Chr. NOTEBAERT.

M. HANOTIAU.